

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 23/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/02/2023

Contexte et constats

Publié sur



PAPREC Réseau SAS

Route de Nîmes
30260 LIOUC

Références :
Code AIOT : 0006605566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/02/2023 dans l'établissement PAPREC Réseau SAS implanté Route de Nîmes 30260 Liouc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle inopiné intervient dans le cadre d'une action régionale de contrôle de la traçabilité des déchets expédiés depuis les installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, ..., et de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC Réseau SAS
- Route de Nîmes 30260 Liouc
- Code AIOT : 0006605566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est situé en bordure de la RD 999 au sud de Quissac à proximité de la déchèterie et de la station de transit de déchets ménagers exploitées par la communauté de communes Coutach Vidourle.

Créé sous le régime de la déclaration (récépissé du 16 novembre 2012), il a fait l'objet d'un arrêté d'autorisation du 5 mars 2015 lui permettant d'augmenter son activité. Cet arrêté mentionne les installations suivantes :

- un bâtiment de 2 400 m² abritant une chaîne de tri, un broyeur pour les papiers/cartons, une presse pour le conditionnement des papiers/cartons, plastiques et métaux, des zones de stockage et des bureaux ;
- des installations extérieures comprenant :
 - un poste de contrôle avec pont bascule et dispositif de détection de radioactivité ;
 - des zones de stockage ;
 - une zone de broyage des bois et déchets verts par un broyeur mobile ;
 - une aire de lavage des véhicules et engins ;
 - un réservoir aérien de 10 m³ en 2 compartiments (gazole routier et GNR) et 2 distributeurs.

La manutention des déchets est assurée par des engins et véhicules.

Les déchets proviennent des collectivités (collecte sélective, points d'apport volontaire, déchèteries), de l'industrie, du commerce, de l'artisanat, du tertiaire. Ils ont pour origine géographique principale le territoire du SYMTOMA Aigoual-Cévennes-Vidourle qui a accordé à PAPREC RESEAU une délégation de service public pour la gestion du centre de tri. Les déchets peuvent provenir également du reste du département du Gard et des départements voisins (Hérault, Aveyron, Lozère, Ardèche, Drôme, Vaucluse, Bouches-du-Rhône). Le site ne reçoit pas d'ordures ménagères résiduelles. La quantité maximale de déchets entrants est de 27 000 tonnes par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets sortants

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Registre : dénomination déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
4	Registre : gestion et transport	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
5	Registre : destination du déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Registre : présence registre déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Registre : date sortie déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé de façon inopinée a conduit l'inspection à constater que certaines informations du registre des déchets sortants sont manquantes, notamment celles qui permettent l'identification des transporteurs qui prennent en charge les déchets et celle des installations de destination finale de ces déchets, et que les numéros de notification et de saisie du document prévu à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 n'y sont pas reportés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre : présence registre déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. [...]
Constats : Il a été constaté la présence d'un registre chronologique des déchets sortants tenu à jour par l'exploitant sous format numérique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Registre : date sortie déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.a
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation : - la date de l'expédition du déchet ;
Constats : Le contrôle du registre des déchets sortants a porté sur la période du 01/01/2023 au 22/02/2023. L'exploitant a transmis en direct les extractions de ces données à l'inspection. Il a été constaté sur le registre la présence des dates d'expédition des déchets depuis le site pour toute cette période.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Registre : dénomination déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.b
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle du registre des déchets sortants a porté sur la période du 02/01/2023 au 22/02/2023. Sur cette période, il a été constaté que le registre des déchets sortants contenait les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet : sur la période contrôlée, les matières indiquées sur le registre étaient les suivantes: Bois classe A et B, carton ondulé ordinaire, collecte sélective en mélange valorisable, film agricole usagés, matelas, meubles rembourrés, papiers et cartons mêlés, plastique, platinage, plâtre qui sont des déchets autorisés en transit sur cette installation (rubriques autorisées: 2713, 2714 et 2715) - les codes des déchets sortants : sur la période contrôlée, les codes indiqués pour ces déchets (02 01 04, 15 01 06, 17 08 02, 19 12 01, 19 12 02 ,19 12 12, 20 03 07), correspondent à la dénomination des déchets indiquée au regard de la classification des déchets définie à l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; Cependant environ 20 % des sorties n'ont pas de code déchet renseigné. - il n'y a pas eu de déchets dangereux en transit sur le site (POP non autorisés sur ce site); - la quantité de déchet sortant en tonne. <p>L'inspection a constaté également que les déchets présents dans la zone d'entreposage des lots en attente d'expédition lors de la visite pouvaient correspondre à la dénomination, aux quantités et aux codes déchets indiqués dans l'extrait du registre transmis à l'inspection.</p> <p>Les constats réalisés sont considérés comme en partie conformes mais ne sont pas exhaustifs. Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 2.b de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 susvisé susceptibles de suites s'ils ne sont pas corrigés rapidement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30jours

N° 4 : Registre : gestion et transport

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.d
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>d) Concernant la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
<p>Constats :</p> <p>-il y a la raison sociale si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement. Il manque le numéro de SIREN de l'éco-organisme.</p> <p>- la raison sociale et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement. Il manque le le numéro SIRET du ou des transporteurs.</p> <p>- la raison sociale du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, lorsque le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; mais ces informations sont renseignées à la place de la destination finale. Il manque le numéro SIRET du courtier ou du négociant</p> <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 2.d de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 susvisé susceptibles de suites s'ils ne sont pas corrigés rapidement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30jours

N° 5 : Registre : destination du déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2.e
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>e) Concernant la destination du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>Pour les sorties vers la France :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il y a la raison sociale, l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié mais il manque le SIRET; - Il y a le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; Mais ce code est toujours R13. Ce n'est pas cohérent. - Il n'y a pas toujours la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; <p>Pour les sorties vers l'Espagne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il y a l'adresse du négociant qui est renseignée à la place de la destination finale et le code traitement est R13 à la place de R3 et il manque le nom l'adresse et le SIRET de l'installation de destination. - Il y a le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets mais ce code est toujours R13. Ce n'est pas cohérent. - Il n'y a pas toujours la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; <p>Ces constats constituent des faits non conformes aux dispositions de l'article 2.e de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 susvisé susceptibles de suites s'ils ne sont pas corrigés rapidement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30jours